



Retraite : NON à l'injustice !

Analyse de l'existant :

Réforme des retraites de 2003 :

- Pour les fonctionnaires le nombre d'années de cotisation pour avoir 75 % de son salaire était de 37,5 ans, en 2010 il est de 40,50.
- Une surcote est instaurée, elle était de 0,125 par trimestre manquant en 2006 en 2010 elle est de 0,625 par trimestre manquant soit 2,5% par année manquante, pour atteindre 5 % par année manquante en 2015.
- Avant 2004 pour les femmes, les enfants étaient systématiquement pris en compte dans le calcul (1 an par enfant), aujourd'hui seuls les enfants nés avant 2004 et pendant la période d'activité sont pris en compte (6 mois par enfant)

Conséquence de la réforme de 2003 (signée par la CFDT), beaucoup de fonctionnaires vont au-delà de l'âge auquel ils ont droit de partir, 60 ans pour la majorité et 55 ans pour les soignants, il n'est donc pas rare de voir nombre de nos collègues rempiler, non pas parce qu'ils aiment le travail, mais tout simplement que le montant de leur pension est tellement faible, qu'ils n'ont pas d'autres solutions que de continuer.

La nouvelle réforme enfonce le clou, en officialisant l'augmentation de la durée de vie au travail, sans pour autant offrir une garantie de qualité de vie après le travail.

Car il n'est pas dans l'objectif de la réforme d'augmenter les revenus des retraités, bien au contraire !

Les arguments avancés sont, si on ne fait rien, on ne pourra plus payer les retraites. L'espérance de vie qui augmente, certes mais cet argument n'est pas recevable, parce que les humains ne sont pas tous égaux, l'espérance de vie des hommes est en moyenne de 77,8 et de 84,5 pour les femmes, autres chiffres, en fait les hommes sont en bonne santé en moyenne jusqu'à l'âge de 68 ans et 68,5 pour les femmes.

Pour ceux qui travaillent les inégalités sont plus fortes, les ouvriers ont une espérance de vie en bonne santé limitée en moyenne à 59 ans (l'âge où commence les problèmes de santé) soit dix ans de moins que les cadres, ce sont ces mêmes ouvriers qui ont commencé à travailler très jeunes avec des salaires les plus faibles.

Nous l'avons vu, selon les métiers les

travailleurs ne sont pas égaux,



Serge et sa collègue

Pour les aides soignants :

Position debout et piétinement.

Proportion de salariés exposés : AS 88,4 % alors que la moyenne des métiers est de 48,9 %

Contraintes posturales : 49,7 % pour 24,9 %

Manutention manuelle : 76,5 % pour 42,8 %

Pour les risques organisationnelles, agents biologiques, chimiques bien au dessus de la moyenne du reste des familles de métier.

Idem pour les infirmiers, à noter que la moyenne explose dans les contraintes organisationnelles, biologiques, chimiques.

Sources : enquête SUMER.

Autre élément qui n'est pas pris en compte, le temps de transport : un tiers des français a une durée de déplacement quotidien inférieur à une demie- heure, un tiers de une demie heure à une heure, et le dernier passe plus d'une heure à se déplacer (dont une personne sur dix plus de deux heures).

Ce temps de transport n'étant pas du repos, devrait être considéré comme du temps de travail.

N'est ce pas le gouvernement qui oblige les français, du fait du coût des loyers, du prix des appartements, de s'éloigner de plus en plus loin pour être logés correctement en particulier dans les villes du fait de l'absence de politique de logements sociaux

Ensuite le chômage : 6 millions de chômeurs en 2010.

Deux tiers des partants ne sont pas en emploi au moment où ils liquident leur retraite, les employeurs continuent de pousser les seniors vers la porte.

Pour info en 2009 le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a augmenté de 18,9 % sur un an. Le chômage des jeunes dépasse les 20%.

Comment après ces chiffres peut on défendre le recul de l'âge de la retraite ?

Le gouvernement pour éradiquer le chômage, incite les vieux à rester au travail, et poussent les actifs à faire des heures supplémentaires.

Le financement des retraites.

Entre 1998 et 2006 les revenus des plus riches ont augmenté deux fois plus vite que les autres, les revenus immobiliers ont augmenté 5 fois plus vite que les salaires. Les revenus les plus riches ont bénéficié du bouclier fiscal, l'Etat à ce titre a remboursé à 16350 personnes la modique somme de 585,5 millions d'euros (environ 35 814 € par personne). Le bouclier fiscal pour un ménage qui gagne 50 000 à 70 000 € aura un gain de 18 % et pour un couple qui gagne 7000 € il ne sera que de 1,5 %, ce sont donc les revenus des plus riches qui ont explosé.

Mme Bettencourt à qui l'Oréal a versé 280 millions de dividendes, s'est fait rembourser 100 millions d'euros par le trésor public ces 4 dernières années.

Le quotidien des riches : Les bonus, les intéressements, les actions gratuites ou les stocks options.

Qui produit ces richesses ? Les travailleurs, ceux qui sont exclus des bénéfices, les mêmes qui sont virés plus tard, les mêmes qui se crèvent au boulot à qui on demande de faire encore plus d'efforts afin que les actions de ces messieurs - dames augmentent.

La perte du pouvoir d'achat.

Comparons les salaires de 2002 à ceux de 2009.

Pour avoir le même pouvoir d'achat qu'en 2002 un salarié qui touchait 1300 € devait toucher en 2009 ► 1470 €, celui qui gagnait 1500 ► 1700 €, pour 1800 € ► 2035€, pour 2000 € ► 2260€.

Alors imaginons les retraités, la moyenne des pensions des fonctionnaires tourne autour de 1400 €, pour avoir le même pouvoir d'achat un retraité de 2009 par rapport à 2002 devrait avoir une pension de 1580 €.

La hausse de loyers est depuis quelques années de 4 à 6 %, alors que l'APL n'augmente que de 2 %.

Le prix des mutuelles a augmenté de 3,5 % à 4 % en 2009 et augmente de 5 à 6 % en 2010.

Le gaz doit augmenter de 10 % etc...

Ces augmentations de prix « criminelles » font que de nombreux français, mangent mal « la mal bouffe c'est pour les pauvres », ne vont pas pouvoir se chauffer correctement, ne vont se soigner qu'au dernier moment, vont se loger difficilement.

Quand aux loisirs, auxquels avaient droit un certain nombre de retraités, la nouvelle génération de retraités pauvres n'y auront plus accès (ce qui est déjà le cas pour de nombreux actifs)

Voilà ce que l'on nous propose.

Une vie active des plus difficiles, salaires de misère, conditions de travail déplorable pour beaucoup, le licenciement et le chômage pour beaucoup trop.

Voilà ce que nous propose l'ancien pays des droits de l'homme, la pauvreté ou à la limite de la misère.

Merci, nous n'en voulons pas, nous méritons bien mieux.

Les Bettencourt, les Rothschild, les Lagardère, les riches français doivent nous rendre ce qu'ils nous ont volé. Ne pensez pas qu'ils vont nous le rendre facilement, leurs acolytes politiques

veillent au grain et font bonne garde, mais franchement si nous ne voulons pas de cette vie de misère, il va falloir convaincre les complices responsables de cette situation « les grandes confédérations syndicales » qu'ils oublient qu'ils sont subventionnés par l'Etat, qu'ils oublient les stratégies électorales, que le seul but atteindre ensemble est la victoire contre l'injustice. Rappelez vous nous sommes un pays très riche.

Le partage des richesses est possible : **il s'impose !!!**

Ce que nous devons défendre :

Pas de salaires ni de pension de retraite en dessous un minimum à fixer, en fonction du coût de la vie, qui prend en compte tout les besoins de la vie, y compris les loisirs et les plaisirs. Un salaire et une retraite décente pour vivre et non pas survivre.

Prendre en compte une durée de cotisation incluant les années d'études.

Donc ne plus être à la défensive, mais à l'exigence de gagner des revendications légitimes celles auxquelles on rêve tous, pour nos parents, nos enfants et pour nous

Rappel de la définition de l'OMS :

« Bien mentalement, bien physiquement et bien socialement. »

Nous devons retrouver le droit de rêver, mais aussi de vivre nos rêves.

Refusons de payer leur crise !

**Mardi 7 septembre 2010
Tous ensemble dans la rue
Pour une vie et une retraite décente**